

Direction des collectivités et de l'appui territorial
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme
et des installations classées
Références : FDS

**Arrêté préfectoral d'autorisation environnementale relatif à la création d'une plateforme de transit
de déchets dangereux et l'extension de capacité du four statique dans les installations de TREDI
situées au 1215, avenue Charles De Gaulle – 01150 SAINT-VULBAS.**

**La Préfète de l'Ain
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;
- Vu l'arrêté du 02 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 modifié relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux Rhône Méditerranée 2022-2027 ;
- Vu le Schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la basse vallée de l'Ain approuvé par arrêté du 25 avril 2014 ;
- Vu le Plan de Gestion de la Ressource en Eau de la Basse Vallée de l'Ain approuvé le 28 juin 2017 ;

- Vu les actes en date des 18/03/2019, 23/04/2019, 30/08/2019, 19/12/2019, 24/07/2020, 22/09/2020, 01/04/2021, 15/07/2021, 20/01/2022 antérieurement délivrés à la SAS TREDI pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Vulbas ;
- Vu la demande du 04 mars 2022 présentée par la société TREDI dont le siège social est situé 1215 avenue Charles De Gaulle - 01150 Saint Vulbas, à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une plateforme de transit de déchets dangereux et d'augmenter la capacité de traitement du four statique sur son établissement situé 1215 avenue Charles De Gaulle - 01150 Saint Vulbas ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2023 décidant la prorogation du délai d'instruction de la demande d'autorisation environnementale présentée par la SAS TREDI à SAINT-VULBAS ;
- Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 15 juillet 2022 ;
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;
- Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 30 septembre 2022 et le mémoire en réponse produit par l'exploitant le 14 octobre 2022 ;
- Vu l'insertion de l'avis d'ouverture d'enquête publique dans deux journaux diffusés dans le département de l'Ain et dans deux journaux diffusés dans le département de l'Isère ;
- Vu la publication sur le site internet de la préfecture de l'Ain de l'avis d'enquête publique, ainsi que du dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- Vu le certificat attestant de l'affichage de l'avis d'enquête du 7 octobre 2022 au 26 novembre 2022 inclus par le pétitionnaire sur les lieux du projet,
- Vu les certificats attestant l'affichage de l'avis d'enquête du 7 octobre 2022 au 26 novembre 2022 inclus dans les communes de SAINT-VULBAS, BLYES, CHAZEY-SUR-AIN, LAGNIEU, SAINT-JEAN-DE-NIOST, SAINTE-JULIE, LA BALME LES GROTTE (38) et HIERES SUR AMBY (38) ;
- VU les pièces, le déroulement et le résultat de l'enquête publique ouverte à la mairie de SAINT-VULBAS du 25 octobre 2022 au 26 novembre 2022 inclus ;
- VU l'avis de Monsieur Gérard DEVERCHERE, désigné en qualité de commissaire-enquêteur ;
- Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de SAINT-VULBAS, SAINTE-JULIE, BLYES et LA BALME LES GROTTE ;
- Vu le rapport et les propositions en date du 31 janvier 2023 de l'inspection des installations classées ;
- Vu la transmission de la note de présentation non technique et les conclusions et avis motivé du commissaire-enquêteur aux membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) ;
- Vu la convocation du demandeur au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST), accompagnée des propositions de l'inspecteur de l'environnement ;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques (CODERST) au cours de sa réunion du 23 février 2023 ;
- Vu la notification au demandeur du projet d'arrêté préfectoral ;
- Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

- CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;
- CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;
- CONSIDÉRANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par le présent arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;
- CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;
- CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L.311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques ;
- CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;
- SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de l'Ain ;

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1. Bénéficiaire et portée de l'autorisation

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La SAS TREDI, SIRET 338 185 762 00055, dont le siège social est situé 1215 avenue Charles De Gaulle - 01150 Saint Vulbas est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à augmenter la capacité de son four statique et à créer une plateforme de transit de déchets dangereux sur son établissement implanté sur le territoire de la commune de SAINT VULBAS (01150) au 1215 avenue Charles De Gaulle (coordonnées Lambert 93 : X=876396 et Y=6529073).

L'établissement est identifié sous le code informatique suivant : 00061-02272

La présente autorisation complète l'autorisation délivrée par l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019.

Article 1.1.2. Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration.

Article 1.2. Nature des installations

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 avril 2019 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, déclaration, mise en service ou antériorité
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges	A	plate-forme de transit de déchets : 1586 tonnes	APAE : 06/03/2023
2770	Installation de traitement thermique de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2792 et 2793 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	A	Incinération de déchets dangereux pour une capacité supérieure ou égale à 10 t/j et de déchets non dangereux pour une capacité inférieure à 3 t/h : Four à cuivre : Capacité = 1 t/h et 3 000 t/an ;	APAE : 13/02/1986
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2971 et des installations de combustion consommant comme déchets uniquement des déchets répondant à la définition de biomasse au sens de la rubrique 2910	A	Four statique : Capacité = 3,13 t/h et 23 600 t/an ; Four rotatif : Capacité = 4,375 t/h et 35 000 t/an.	APAE : 06/03/2023 APAE : 23/04/2019
2790	Installation de traitement de déchets dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	A	Unité de traitement des piles lithium ; Atelier RCT ; Atelier REHAB ; Atelier de reconditionnement des déchets (préparation de charge) en vue de leur incinération dans le four rotatif ; Mélange des déchets avant leur incinération : réservoir de stockage des déchets liquides et pâteux et fosse à vrac ; Régénération des gaz à effets de serre.	APC : 07/05/2003 APC : 01/10/2014 APAE : 30/03/1995 APAE : 30/03/1995 APAE : 30/03/1995 APC : 26/02/1998 APC : 06/01/2014
2791.2	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2517, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	DC	Atelier REHAB	APAE : 30/03/1995

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, déclaration, mise en service ou antériorité
2792.1.a	1. Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. a) La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 2 t	A	Transit de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm sur la plate-forme de transit : 85 tonnes	APAE : 06/03/2023
2792.2 (SSH)	Traitement des déchets contenant des PCB/PCT 2. Installations de traitement, y compris les installations de décontamination, des déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm, hors installations mobiles de décontamination.	A	Atelier RCT ; La quantité de fluide contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm susceptible d'être présente est de 400 t, dont : — stockage en réservoirs : 200 t ; — déchets conditionnés : 200 t.	APAE : 30/03/1995 APC : 22/12/2010 APC : 06/01/2014
2910.A.2	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771 et 2971. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, des fiouls lourds à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	DC	Chaudière vapeur au gaz naturel : 1 875 kW ; 3 chaudières au gaz naturel utilisées pour le réchauffage des autoclaves et de la colonne à distiller : 240 kW, 480 kW et 697 kW Chaudière laboratoire au gaz naturel : 80 kW ; Groupes électrogènes fonctionnant au fioul domestique : 1600 + 1500 kW ; Motopompes thermiques incendie : 3 x 184 kW ; Radiants gaz naturel : 250 kW Puissance thermique maximale totale : 7 297 kW	APAE : 30/03/1995
2915.2	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organique combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point d'éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurées à 25 °C) est supérieure à 250 l.	D	Chauffage autoclaves et colonne à distiller du perchloroéthylène ; Quantité totale de fluide présente : 2 m³.	APAE : 30/03/1995
2921.1.a	1. Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.	E	4 circuits : 1. Aéro HCL : 2 TAR HAMON type VAP 323 = 2 x 2064 kW ; 2. Aéro BOLIDEN : 2 TAR HAMON type VAP 303 = 2 x 558 kW ; 3. Aéro LAB : 1 TAR SCAM type GMF 155 = 9580 kW ; 4. Aéro Neutra : 4 TAR SCAM type GBF 100 = 4 x 1220 kW. Puissance thermique évacuée maximale totale : 19 704 kW	Antériorité. Décret 01/12/2004

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité	Date d'autorisation, déclaration, mise en service ou antériorité
2940.2.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : — des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 4801, — des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, — des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, — ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le « trempé » (pulvérisation, enduction). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j	DC	Atelier REHAB : application et séchage de vernis et peinture sur des transformateurs à réhabiliter. La quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est de 30 kg/j.	APC 06/01/2014
Activités IED				
3510	Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour, supposant le recours à une ou plusieurs des activités suivantes : — traitement physico-chimique ; — mélange avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520 ; — reconditionnement avant de soumettre les déchets à l'une des autres activités énumérées aux rubriques 3510 et 3520.	A	Atelier RCT : 46 t/j Mélange de déchets solides : 30 t/j Reconditionnement de déchets : 10 t/j Mélange de déchets liquides : 300 t/j Volume d'activité : 386 t/j	Antériorité. Décret 02/05/2013 APAE : 06/03/2023
<u>3520.b</u>	Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets : b) Pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour.	A	Four à cuivre : 20 t/j, 3000 t/an Four statique : 75 t/j, 23600 t/an Four rotatif : 105 t/j, 35000 t/an Total : 200 t/j	Antériorité. Décret 02/05/2013 APAE : 06/03/2023 APAE : 23/04/2019
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site ou les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	A	Stockage de déchets destinées à être incinérées et de déchets destinés à être décontaminés : 4501 tonnes Stockage temporaire de déchets sur la plate-forme de transit : 1586 t Volume d'activité : 6 087 t	APAE : 30/03/1995 APC : 01/10/2014 APAE : 06/03/2023
Substances dangereuses				
4725.2	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	D	Un réservoir de 56 tonnes (50 m³)	APAE : 06/03/2023

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique), NC (non classée)
 SSH (Seveso Seuil Haut), SSB (Seveso Seuil Bas)
 APC (Arrêté préfectoral Complémentaire), APAE (Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter)

L'établissement est classé :

- SEVESO seuil haut pour les dangers pour la santé humaine (a) ;
- SEVESO seuil bas pour les dangers physiques (b) ;
- SEVESO seuil haut pour les dangers pour l'environnement (c).

L'établissement est concerné par l'annexe I de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles dite « IED » pour ses activités.

La rubrique IED « principale » de l'établissement est la rubrique 3520.

»

Le tableau de l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 23 avril 2019 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Rubrique	Libellé	Régime	Description et volume de l'activité
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D	12 Piézomètres : Pz1, Pz2, Pz3, Pz4, Pz5, Pz6, Pz7, Pz8, Pz9, Pz10, Pz11, PzA ; 7 Puits : P1, P3, P4, P6, P7, P8 et P9
1.1.2.0	Prélèvement permanent ou temporaire issu d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion des nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m³/an	A	1 400 000 m³/an 3840 m³/j 160 m³/h En régime de très hautes eaux, le débit de pompage pourra être porté à 290 m³/h et 6 960 m³/j
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la superficie totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieur à 1 ha mais inférieur à 20 ha	D	Superficie de l'installation : 10,6 ha
2.2.1.0	Rejet dans les eaux douces superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, à l'exclusion des rejets visés à l'article 2.1.5.0 ainsi que des rejets des ouvrages visés aux rubriques 2.1.1.0 et 2.1.2., la capacité totale de l'ouvrage étant : 2° Supérieur à 2000 m³/j ou à 5 % du débit moyen interannuel du cours d'eau mais inférieur à 10 000 m³/j et à 25 % du débit interannuel du cours d'eau	D	Rejet dans le Rhône via le réseau PIPA autorisé à 5000 m³/j
3.2.3.0	Plan d'eau, permanents ou non : 2° dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	D	La totalité des bassins de gestion des eaux représente une superficie de 4835 m² Le bassin de sécurité B2000 représente une superficie de 1 717 m²

»

Article 1.3. Consistance des installations autorisées

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par :

« Plateforme de transit de déchets dangereux :

- Conteneurs : 936 t

- Armoires : 270 t
- Isotank : 168 t
- Conteneurs open-top : 212 t. »

Le descriptif du four statique de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est modifié comme suit :

« Four statique :

Capacité = 3,13 t/h et 23600 tonnes par an

PCI moyen = 3,77 MJ/kg (902 cal/g)

Puissance thermique nominale = 3277 kW

Brûleur unique :

- démarrage au gaz (avec une puissance de 4500 kW)
- maintien de température au fioul (avec une puissance de 6900 kW) »

La liste des réservoirs de saumures bromées à régénérer de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est modifiée comme suit :

« 6 réservoirs de stockage de saumures à régénérer de 100 m³ chacune soit 600 m³ (environ 780 tonnes)

- réservoir 2R171 : 100 m³ (130 tonnes)
- réservoir 2R172 : 100 m³ (130 tonnes)
- réservoir 2R173 : 100 m³ (130 tonnes)
- réservoir 2R174 : 100 m³ (130 tonnes)
- réservoir 2R175 : 100 m³ (130 tonnes)
- réservoir 2R176 : 100 m³ (130 tonnes)

»

La liste des réservoirs de saumures bromées régénérées de l'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est modifié comme suit :

«

- réservoirs de stockage des saumures bromées régénérées : 322 m³
 - réservoir 2R0450 : 80 m³
 - réservoir 2R0451 : 80 m³
 - réservoir 2R452 : 90 m³
 - wagon citerne : 72 m³ »

Article 1.4. Origine géographique des déchets

L'article 1.2.6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par :

« ARTICLE 1.2.6 Origine géographique des déchets admis à être traités sur le site ou à être stockés temporairement sur la plateforme de transit

L'exploitant est autorisé à recevoir des déchets :

- de toute la région Auvergne-Rhône-Alpes ;
- de tout le territoire national ;
- de toute l'Union Européenne ;
- de tous les pays étrangers sous réserve du respect du règlement 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. »

Article 1.5. Garanties financières

Le tableau de l'article 1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 fixant le montant des garanties financières est remplacé par le tableau ci-dessous :

« ARTICLE 1.4.2 Montant des garanties financières

Les montants des deux garanties financières à constituer sont fixés dans le tableau ci-dessous :

Référence réglementaire	Montant	Indice TP01 de calcul	TVA de calcul
R 516-1. 3°	4 128 480 €	129,1 (juin 2022)	20%
R 516-1. 5°	5 314 208 €	129,1 (juin 2022)	20,00 %

Le montant de la garantie financière exigible à l'article R 516-1 3° a été déterminé en application de la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997.

Le montant de la garantie financière exigible à l'article R 516-1 5° a été déterminé en application de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012.

Il est basé sur des quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site définies ci-dessous :

- 6 491 tonnes de déchets ou substances dangereux ;
- 338 tonnes de déchets non dangereux ;
- 231 tonnes de déchets inertes. »

Article 1.6. Réglementation applicable

Le tableau de l'article 1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Dates	Rubrique	Textes	Thématiques et installations concernées
Textes transversaux			
23/01/1997	-	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement	Bruits
02/02/1998	-	Arrêté du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Émissions
31/01/2008	-	Arrêté ministériel modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets	Déclarations d'émissions
26/05/2014	-	Arrêté du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement (établissements SEVESO)	Risques
04/10/2010	-	Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation	Risques
22/10/2010	-	Arrêté du 22 octobre 2010 relatif à la classification et aux règles de construction parasismique applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normale »	Risques
29/07/2005	-	Arrêté du 29/07/05 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005	Déchets
31/05/2012	-	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination des garanties financières	Garanties financières
31/05/2012	-	Arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières	Garanties financières
28/04/2014	-	Arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.	Eaux superficielles Eaux souterraines TAR

Dates	Rubrique	Textes	Thématiques et installations concernées
19/12/2011	-	Arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	Prélèvements d'eau
Textes spécifiques			
20/09/2002	2770	Arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets dangereux	Fours d'incinération
20/09/2002	2771	Arrêté ministériel du 20/09/2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux	Fours d'incinération
03/08/2018	2910	Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910	Installations de combustions d'une puissance unitaire supérieure à 1 MW
14/12/2013	2921	Arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Tours aéroréfrigérantes (TAR)
02/05/2022	2940	Arrêté ministériel du 02/05/02 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940	Cabine de peinture
12/01/2021	3520	Arrêté ministériel du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement	Four rotatif Four à cuivre Four statique
17/12/2019	3510 3550	Arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED	Valorisation déchets Plateforme de transit de déchets dangereux
24/09/2020	Déchets liquides inflammables HP3	Arrêté du 24/09/20 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation	Installations de stockage de liquides inflammables (déchets) en récipients mobiles
03/10/2010	Déchets liquides inflammables HP3	Arrêté du 03/10/10 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation	Installations de stockage de liquides inflammables (déchets) en réservoirs aériens manufacturés
10/03/1997	4725	Arrêté ministériel du 10/03/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725	Stockage et emploi d'oxygène
Rubriques IOTA			
11/09/2003	1.1.2.0.	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à autorisation et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0.	Puits de pompage
19/12/2011	1.1.2.0.	Arrêté du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau	Puits de pompage

TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Article 2.1. Valeurs limites d'émission dans l'air des fours d'incinération (concentrations)

L'article 3.2.5.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Article 3.2.5.1. Valeurs limites d'émission dans l'air »

Pour chacun des fours, le débit maximal des gaz rejetés à l'atmosphère sera de :

- Four rotatif : 41 500 Nm³/h
- Four statique : 11 000 Nm³/h

a) Monoxyde de carbone

Les valeurs limites d'émission suivantes ne doivent pas être dépassées pour les concentrations de monoxyde de carbone (CO) dans les gaz de combustion, en dehors des phases de démarrage et d'extinction :

- ✓ 50 mg/m³ de gaz de combustion en moyenne journalière ;
- ✓ 150 mg/m³ de gaz de combustion dans au moins 95 p. 100 de toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur 10 minutes ou 100 mg/m³ de gaz de combustion dans toutes les mesures correspondant à des valeurs moyennes calculées sur une demi-heure au cours d'une période de 24 heures.

b) Poussières totales, COT, HCl, HF, SO₂, HBr et NO_x

Paramètres	Rejet n°1 Four rotatif et four à cuivre		Rejet n°2 Four statique		
	Moyenne journalière	Moyenne sur une 1/2h	Moyenne journalière en NOC*	Moyenne journalière en EOT**	Moyenne sur une 1/2h en EOT**
Poussières totales	10	30	5	10	30
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10	20	10	10	20
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10	60	6	10	60
Fluorure d'hydrogène (HF)	1	4	1	1	4
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50	200	30	40	200
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	200	400	120	200	400
Acide bromhydrique	5	-	5	5	-

c) Métaux

Paramètres Valeurs en mg/Nm ³	Rejet n°1 Four rotatif et four à cuivre	Rejet n°2 Four statique en NOC*	Rejet n°2 Four statique en EOT**
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 (1)	0,02 (2)	0,02 (2)
Mercurure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 (1)	0,02 (3)	0,02 (3)
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,5 (1)	0,3 (2)	0,3 (2)

* NOC : conditions normales de fonctionnement, telles que définies dans l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets susvisés

**EOT : période de fonctionnement effectif (à l'exception des phases de démarrage et d'extinction, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré)

(1) La méthode de mesure utilisée est la moyenne mesurée sur une période d'échantillonnage d'une demi-heure au minimum et de huit heures au maximum.

Ces valeurs s'appliquent aux émissions de métaux et de leurs composés sous toutes leurs formes physiques.

(2) Moyenne sur la période d'échantillonnage

(3) Moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage

d) Dioxines et furannes

Paramètre	Rejet n°1 Four rotatif et four à cuivre	Rejet n°2 Four statique en NOC*	Rejet n°2 Four statique en EOT**
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³	0,06 ng/Nm ³	0,1 ng/Nm ³

Pour déterminer la concentration totale en dioxines et furannes comme la somme des concentrations en dioxines et furannes, il convient, avant de les additionner, de multiplier les concentrations massiques des dioxines et furannes par les facteurs d'équivalence définis à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif à l'incinération de déchets dangereux (en utilisant le concept d'équivalent toxique).

d-1. Mesures ponctuelles :

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements issus des gaz, réalisés sur une période d'échantillonnage de six à huit heures.

d-2. Mesures en semi-continu :

Les échantillons analysés sont constitués de prélèvements de gaz sur une période d'échantillonnage de quatre semaines.

La mise en place et le retrait des dispositifs d'échantillonnage et l'analyse des échantillons prélevés sont réalisés par un organisme mentionné à l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.

e) Ammoniac

Paramètre	Rejet n°1 Four rotatif et four à cuivre	Rejet n°2 Four statique en NOC	Rejet n°2 Four statique en EOT
Ammoniac	30 mg/Nm ³	10 mg/Nm ³ (1)	30 mg/Nm ³

(1) Moyenne journalière

f) PCB

Rejet	Paramètre	Valeur
Four rotatif	PCB-DL (dioxin like)	0,1 ng/Nm ³
	PCBi (PCB indicateurs)	10 µg/Nm ³
Four statique	PCB-DL (dioxin like)	0,1 ng/Nm ³
	PCBi (PCB indicateurs)	5 µg/Nm ³

Article 2.2. Valeurs limites d'émission dans l'air des fours d'incinération (flux)

Le tableau de l'article 3.2.5.3 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

	Four rotatif + four à cuivre	Four statique
Débit	41 500 Nm ³ /h	11 000 Nm ³ /h
CO	50 kg/j	13,2 kg/j
Poussières totales	10 kg/j	1,32 kg/j
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	10 kg/j	2,64 kg/j
Chlorure d'hydrogène (HCl)	10 kg/j	1,58 kg/j
Fluorure d'hydrogène (HF)	1 kg/j	0,26 kg/j
Dioxyde de soufre (SO ₂)	50 kg/j	7,9 kg/j
Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO ₂) exprimés en dioxyde d'azote	200 kg/j	31,7 kg/j
Acide bromhydrique	5 kg/j	1,32 kg/j
Cadmium et ses composés, exprimés en cadmium (Cd) + thallium et ses composés, exprimés en thallium (Tl)	0,05 kg/j	0,0053 kg/j
Mercure et ses composés, exprimés en mercure (Hg)	0,05 kg/j	0,0053 kg/j
Total des autres métaux lourds (Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V)	0,5 kg/j	0,079 kg/j
Dioxines et furannes	0,1 mg/j	0,0158 mg/j
Ammoniac	30 kg/j	2,64 kg/j

»

TITRE 3 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 3.1. Origine des approvisionnements en eau

Le tableau de l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement et débit maximaux
Réseau public AEP	Réseau d'eau potable du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (Nappe Alluvions plaine de l'Ain Sud, puits de luisard)	FRDG390	Jusqu'au 31/12/2023 : 55 000 m ³ /an À partir du 01/01/2024 : 50 000 m ³ /an À partir du 01/01/2028 : 20 000 m ³ /an
Eaux souterraines (pompage P3, P6, P7, P8 et P9)	Alluvions plaine de l'Ain	FRDG390	1 400 000 m ³ /an 3840 m ³ /j
			100 m ³ /h < Q < 290 m ³ /h

			(1) En régime de hautes eaux, le débit de pompage pourra être porté à 290 m ³ /h et 6 960 m ³ /j
--	--	--	---

(1) Le prélèvement doit être au minimum ceux définis à l'article 11.1.1 du présent arrêté en fonction de l'état de la nappe pour garantir l'efficacité de la barrière hydraulique du site. »

Article 3.2. Consommation d'eau AEP

L'article 4.2.4 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Article 4.2.4 Consommation d'eau AEP

A compter du 1^{er} janvier 2024, outre les usages sanitaires, l'eau du réseau AEP ne pourra être utilisé que pour les usages ci-dessous :

- tous les usages sanitaires ;
- eaux des laboratoires ;
- tous les usages de défense incendie (inclus les essais périodiques et l'eau utilisée pour la formation des ESI) ;
- Eaux de secours quench du four rotatif et du four statique (démarrage et mise en sécurité) ;
- Refroidissement double enveloppe du quench (*) ;
- Chaudière vapeur ;
- Utilités.

Tout autre usage de l'eau devra être réalisé avec l'eau issue de la barrière hydraulique.

A compter du 1^{er} janvier 2028, le refroidissement de la double enveloppe du quench devra être réalisé avec l'eau en excès de la barrière hydraulique. L'eau AEP ne pourra être utilisée pour le refroidissement de la double enveloppe du quench qu'en secours. »

Article 3.3. Refroidissement en circuit ouvert

L'article 4.2.5 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Article 4.2.5 Dérogation à l'interdiction du refroidissement en circuit ouvert

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Par dérogation à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et à l'alinéa ci-dessus, l'exploitant est autorisé à refroidir en circuit ouvert certaines installations dans les conditions ci-après :

- le refroidissement en circuit ouvert ne peut être réalisé qu'avec des eaux de nappe pompées en excès dans le cadre de la mise en œuvre de la barrière hydraulique, à l'exception du refroidissement de la double enveloppe du quench qui pourra être réalisé avec de l'eau AEP jusqu'au 01/01/2028.
- Les eaux de refroidissement sont rejetées dans le réseau des eaux de nappes pompées en excès (rejet EBH). Ces eaux de refroidissement ne sont pas mélangées avec les eaux de process ;
- Les installations concernées sont :
 - refroidissement brûleur du four statique
 - recondensation du perchloroéthylène de l'atelier RCT
 - refroidissement double-enveloppe du quench.

L'exploitant est tenu de surveiller l'absence de fuite, susceptible de polluer les eaux du circuit de refroidissement, par un suivi en continu d'un paramètre caractéristique du circuit primaire au plus près possible de la sortie des échangeurs de chaleur. »

Article 3.4. Dispositions en cas de sécheresse

L'article 4.2.6 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par les dispositions ci-dessous :

Il est ajouté un 1^{er} alinéa à l'article 4.2.6 :

« Les dispositions du présent article constituent des prescriptions spécifiques en cas de sécheresse qui prévalent sur les dispositions de l'arrêté préfectoral fixant le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période de sécheresse dans le département de l'Ain. »

Il est ajouté un dernier alinéa à l'article 4.2.6 :

« L'exploitant est tenu de moduler les débits de pompage des puits en fonction de la hauteur de la nappe conformément aux modalités de l'article 11.1.1 du présent arrêté. »

Article 3.5. Identification des effluents

Le paragraphe « eaux pluviales » de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par l'effluent ci-dessous :

«... »

- EP-TTRDD : Eaux Pluviales de la plateforme de Tri, Transit, Regroupement des Déchets Dangereux »

Le tableau du rejet EP 2 de l'article 4.4.5 est remplacé par le tableau ci-dessous :

«

Point de rejet interne à l'établissement	N°EP-TTRDD
Descriptif	Eaux pluviales de la parcelle AI6
Exutoire du rejet	Milieu naturel par l'intermédiaire du réseau d'eaux pluviales du Parc Industriel de la Plaine de l'Ain.

»

Article 3.6. Eaux pluviales de l'installation de transit de déchets dangereux

L'article 4.4.9.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Article 4.4.9.1 Eaux pluviales de la parcelle AI 6 (installation de transit de déchets dangereux)

Les eaux pluviales collectées sur les voiries de la parcelle AI 6 transitent par un bassin de rétention d'une capacité minimale de 650 m³ avant rejet dans le réseau d'eaux pluviales du PIPA.

Les eaux des toitures collectées par l'auvent rejoignent directement le réseau d'eaux pluviales du PIPA. Ce réseau est équipé d'une vanne de coupure mobilisable en cas d'incendie pour permettre aux eaux de rejoindre le réseau de voirie. »

Article 3.7. Valeurs limites du rejet EUI

L'article 4.4.11 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est modifié selon les modalités ci-dessous :

Les valeurs limites fixées « à compter du 03/12/2023 » dans le tableau de l'article 4.4.11, en concentration et en flux, sont applicables dès la délivrance de la présente autorisation.

Sont concernées les substances ci-après :

- plomb
- cuivre
- zinc

- mercure
- PCDD/PCDF

Le flux de bromures est fixé à 5 000 kg/j maximum et 3 500 kg/j en moyenne annuelle dans le tableau de l'article 4.4.11 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019.

La partie 2 du tableau de l'article 4.4.11 est complétée par la ligne ci-dessous ;

«

Antimoine (Sb)	1376	0,9 mg/l	1,8 kg/j
----------------	------	----------	----------

»

Article 3.8. Valeurs limites du rejet EP-TTRDD

L'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par l'article 4.4.15 ci-dessous :

« Article 4.4.15 Valeurs limites et surveillance du rejet EP-TTRDD

Le rejet EP-TTRDD respecte les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :

Paramètres	Code sandre	Valeur limite (mg/l)	Fréquence de surveillance
MES	1305	60 mg/l	Mensuelle
DCO	1314	180 mg/l	Mensuelle
COT	1841	60 mg/l	Mensuelle
Hydrocarbures	7009	5 mg/l	Mensuelle
PCBi	6423	1 µg/l	Annuelle

. »

TITRE 4 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 4.1. Surveillance des effluents gazeux des fours d'incinération

L'article 8.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par l'article 8.2.1.1 ci-dessous :

« Article 8.2.1.1 Surveillance des effluents gazeux des fours d'incinération : rejet n°1 (four rotatif et four à cuivre) et rejet n°2 (four statique)

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de ses rejets.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions qui sont au moins celles qui suivent.

Paramètres	Norme	Rejet n°1 Four rotatif	Rejet n°2 Four statique
Débit	-	Continu	Continu
Température	-	Continu	Continu
O ₂	-	Continu	Continu
H ₂ O	-	Continu	Continu
Poussières totales	Normes EN génériques et EN 13284-2	Continu	Continu
COVT	Normes EN génériques	Continu	Continu

HCl	Normes EN génériques	Continu	Continu
HF	Normes EN génériques	Continu	Continu
SO ₂	Normes EN génériques	Continu	Continu
HBr	-	Continu	Continu
NOx	Normes EN génériques	Continu	Continu
CO	Normes EN génériques	Continu	Continu
NH ₃	Normes EN génériques	-	Continu
N ₂ O	EN 21258 XP X 43-305	-	1 fois par an
Métaux et métalloïdes à l'exception du mercure As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Ti, V (1) (2)	EN 14385	1 fois tous les 6 mois	1 fois tous les 6 mois
Mercure (1) (2)	EN 13211	1 fois tous les 6 mois	1 fois tous les 6 mois
Mercure	Normes EN génériques et EN 14884	-	Continu (3)
PCDD/PCDF (4)	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139	1 fois tous les mois en semi continu	1 fois tous les mois en semi continu
PCB DL	Échantillonnage long terme Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	-	1 fois tous les mois en semi continu
	Échantillonnage court terme NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	1 fois tous les 6 mois	1 fois tous les 6 mois
PCBi7	-	1 fois tous les 6 mois	1 fois tous les 6 mois
Benzo[a]pyrene	Pas de norme EN Norme NF X 43-329	-	1 fois par an

(1) Mesures à l'émission réalisées par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées

(2) Les résultats des teneurs en métaux devront faire apparaître la teneur en chacun des métaux pour les formes particulières et gazeuses avant d'effectuer la somme.

(3) Pour le four statique, l'exploitant est autorisé à remplacer la mesure en continu du mercure par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211. Le seuil d'acceptation pour le mercure pour les déchets entrants dans le four statique est de 10 ppm.

(4) L'exploitant doit réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et furannes. Les échantillons aux fins d'analyse sont constitués selon la fréquence définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération de déchets dangereux.

Lorsqu'un résultat d'analyse des échantillons prélevés par le dispositif de mesure en semi-continu dépasse la valeur limite, l'exploitant doit faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, une mesure ponctuelle à l'émission des dioxines et furannes selon la méthode définie à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération de déchets dangereux. Le prélèvement de la mesure ponctuelle doit être réalisée sous un délai de 15 jours maximum après réception du résultat de la mesure en semi-continu. Ce dépassement est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Mesures par un organisme indépendant

L'exploitant doit, en outre, faire réaliser par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre

de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, deux mesures par an de l'ensemble des paramètres mesurés en continu et en semi-continu.

Article 4.2. Surveillance du rejet EUI

Les fréquences d'analyses « Mensuelles à partir du 03/12/2023 » fixées dans le tableau de l'article 8.2.3.2, sont applicables dès la délivrance de la présente autorisation.

Sont concernées les 2 paramètres ci-après :

- PCDD/PCDF
- arsenic

De plus, le tableau de l'article 8.2.3.2 est complété par les 2 paramètres ci-dessous :

Paramètres	Code SANDRE	Fréquence
Antimoine (Sb)	1376	Mensuelle
Molybdène (Mo)	1395	Mensuelle

Article 4.3. Surveillance du rejet EP-TTRDD

L'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par l'article 8.2.3.6 ci-dessous :

« Article 8.2.3.6 Surveillance du rejet EP-TTRDD

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance de son rejet d'eaux pluviales. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Cette surveillance s'effectue selon les périodicités définies à l'article 4.4.15. »

TITRE 5 - CONDITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Article 5.1. Plateforme de transit de déchets dangereux

L'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par l'article 10.3.13 ci-dessous :

« Article 10.3.13 : Plateforme de transit de déchets dangereux (2718 et 3550)

La plateforme de transit de déchets dangereux est soumise aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Pour l'application de cet arrêté, la plateforme de transit de déchets dangereux constitue une installation « nouvelle » (autorisée après le 17 août 2018).

Les déchets ne peuvent pas être stockés plus d'un an sur la plateforme de transit à compter de leur date de réception. »

Article 5.2. Liquides inflammables

L'article 10.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par les dispositions ci-dessous :

« Article 10.1.1 : Stockages de liquides inflammables

Les liquides inflammables stockés étant des déchets et l'établissement étant classé prioritairement sous les rubriques 27xx, les stockages de déchets liquides inflammables ne sont pas classés au titre de la nomenclature des ICPE.

Néanmoins, les stockages de déchets liquides inflammables sont soumis aux dispositions réglementaires ci-après :

Article 10.1.1.1 Stockages en récipients mobiles

Les stockages de liquides inflammables en récipients mobiles sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

- Plateforme de transit de déchets dangereux

Les stockages de liquides inflammables situés sur la plateforme de transit de déchets dangereux constituent des installations « nouvelles » pour l'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

- Stockages en attente d'incinération

Les autres stockages de liquides inflammables en récipients mobiles, en attente d'incinération, et notamment les stockages des bâtiments A30, B30 et C30, constituent des installations « existantes » pour l'application de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020.

Ils sont soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 selon les modalités de son annexe 3 (dispositions applicables aux stockages en récipients mobiles de liquides inflammables au sein d'installations existantes et non couverts par les annexes 1 et 2).

Article 10.1.1.2 Stockages en réservoirs aériens

Les stockages de déchets liquides inflammables en réservoirs aériens sont soumis aux dispositions techniques de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Les stockages en réservoirs aériens constituent des installations « existantes » pour l'application de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010. Ils sont soumis aux dispositions de cet arrêté selon les modalités de son annexe 7. II. »

TITRE 6 - ETUDES

L'article 12.1.5 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 relatif à la remise d'une étude d'impact bromures est supprimé.

Article 6.1. Produits de décomposition

L'article 12.1. de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par l'article 12.1.6 ci-dessous :

« Article 12.1.6 : Produits de décomposition

L'exploitant devra transmettre au préfet la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 au plus tard le 30 juin 2025.

Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. »

Article 6.2. Ré-examen de l'étude de danger

L'article 7.1.8 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par l'article ci-dessous :

« Article 7.1.8 : Ré-examen de l'étude de dangers

Conformément à l'article R.515-98 du code de l'environnement, l'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. La prochaine notice de ré-examen devra être transmise avant le 04 mars 2027. »

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 7.1. Système de gestion de la sécurité

L'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par l'article 7.6.2 ci-dessous :

« Article 7.6.2 : Système de gestion de la sécurité

L'exploitant met en place un SGS (**Système de Gestion de la Sécurité**) conformément à l'article 8 de l'arrêté du 26 mai 2014. »

Article 7.2. Stratégie de défense incendie

L'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est complété par les dispositions ci-dessous :

« Stratégie de défense incendie :

Ce POI intègre la stratégie de défense incendie prévue à l'article VI.1 de l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 et celle prévue à l'article 43-1 de l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010.

La stratégie de défense incendie est mise à jour au plus tard le 01/01/2023 pour les réceptifs mobiles. »

TITRE 8 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Article 8.1. Détail des tonnages maximums des déchets visés par l'article R.511-10 du code de l'environnement

Le tableau de l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2019 est remplacé par le tableau de l'annexe 1 du présent arrêté.

TITRE 9 - RÉ-EXAMEN IED

Le présent arrêté ne vaut pas instruction du dossier de ré-examen transmis par l'exploitant, notamment pour le four rotatif.

À compter du 03 décembre 2023, l'arrêté ministériel du 12/01/21 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets et l'arrêté ministériel du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets susvisés seront applicables à l'ensemble du site.

TITRE 10 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS PUBLICITÉ – NOTIFICATION

Article 10.1. Délais et Voies de Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon (www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susmentionnés.

Article 10.2. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de et peut y être consultée ;
- Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de SAINT-VULBAS pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée de quatre mois.

Article 10.3. Notification

Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié :

- au directeur de la SAS TREDI - Parc industriel de la Plaine de l'AIN – 1215, avenue Charles De Gaulle - 01150 SAINT-VULBAS, ,
- et copie adressée :
 - au sous-préfet de BELLEY,
 - au maire de SAINT-VULBAS, pour être versée aux archives de la mairie pour mise à la disposition du public et pour affichage durant un mois d'un extrait dudit arrêté,
 - aux maires de BLYES, CHAZEY-SUR-AIN, LAGNIEU, SAINT-JEAN-DE-NIOST, SAINTE-JULIE, LA BALME LES GROTTE (38), HIERES SUR AMBY (38) ,
 - au chef de l'Unité Départementale de l'Ain - direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - au directeur départemental des territoires,
 - au délégué territorial départemental de l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes ,
 - au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
 - à Monsieur Gérard DEVERCHERE - commissaire-enquêteur.

Fait à Bourg-en-Bresse, le 6 mars 2023

La préfète,
Pour la préfète,
Le secrétaire général,


Philippe BEUZELIN